

Economie | Les LGV du Sud-Ouest : le tracé définitif est connu



Le comité de pilotage du "grand projet sud-ouest", le GPSO, s'est réuni ce lundi 9 janvier pour déterminer le tracé précis des futures lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne. Les opposants au projet et notamment de nombreux élus basques et lot-et-garonnais ont fait le déplacement à Bordeaux pour manifester pendant la réunion du GPSO. Les travaux du GPSO doivent débuter avant la fin de l'année 2017 et devraient coûter environ 12? milliards d'euros.

"Le comité de pilotage, à l'unanimité, a choisi une proposition de tracé que je vais faire remonter fin janvier à la ministre des Transports, Nathalie Kosciusko-Morizet", a déclaré le préfet d'Aquitaine, Patrick Stéfanini, à l'issue du Copil qui s'est tenu à la préfecture ce jour. "C'est une étape importante qui a été franchie cet après-midi", a-t-il souligné. Le Comité a formulé ses propositions sur cinq points contestés : à Auvillar, dans le Tarn-et-Garonne, où l'hypothèse d'un franchissement de l'A62 et d'un tunnel a été retenue; à Agen, où le franchissement de la Garonne sera évité grâce au passage sous un tunnel (mais cette solution coûte 80 millions d'euros de plus et un accord sur le financement reste à trouver); au Pays basque, à Arcangue, Biriadou et Saint-Jean-de-Luz. A noter, par ailleurs, que douze maires des trois communautés de communes d'Errobi, Nive-Adour et Sud Pays basque, concernées par le tracé, ont été reçus par Patrick Stéfanini.

Alain Rousset : "Un investissement pour un siècle"

Les opposants ne veulent pas entendre parler de nouvelle tranchée dans leur paysage, que ce soit en Lot-et-Garonne ou au pays basque, où la contestation est vive. Pour eux, la solution la plus adaptée et la moins coûteuse serait un aménagement des voies existantes. C'est ce qu'ils ont scandé encore aujourd'hui, tous rassemblés à Bordeaux. 80 élus ont fait le déplacement. Ce à quoi, Alain Rousset, le président de la Région Aquitaine, a rétorqué que "les voies actuelles sont les plus vieilles de France". Surtout, l'élus socialiste a prévenu, "si nous ne lançons pas cette LGV vers l'Espagne maintenant, dans 20 ans, on ne pourra plus le faire". "C'est investissement pour un siècle. Nous savons tous que si le fret ne se développe pas, c'est parce que les trains de marchandises sont trop lents et qu'il n'y a pas de continuité de la ligne", a-t-il rappelé.

Il reste encore de nombreuses étapes avant la mise en chantier de ces deux LGV. Ce tracé devra être entériné par le ministre des Transports à la fin du mois. Puis, l'enquête d'utilité publique pourra être lancée. Si tout va bien, s'il n'y a pas de recours et surtout si tous les financements sont trouvés et c'est là la plus grosse difficulté, la déclaration d'utilité publique interviendra, mais pas avant fin 2014. Dans tous les cas, les travaux ne commenceront pas avant 5 ans. Les

travaux préparatoires à l'enquête d'utilité publique devraient quant à eux être lancés courant 2012. "C'est incontestablement une étape importante", a déclaré Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées, alors que le possible abandon de ce projet de LGV avait suscité l'inquiétude des élus locaux fin décembre. Le Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest, qui englobe la LGV Bordeaux-Toulouse et le tronçon Bordeaux-Hendaye, doit permettre selon les chiffres annoncés d'attirer 6 millions de voyageurs supplémentaires par an, pour un total de 18 millions de voyageurs annuels.

Nicolas César

Crédit photo : NC



Nicolas César

*Crédit Photo : Nicolas César
Publié sur aqui.fr le 11/01/2012
[Url de cet article](#)*